



Bois-construction : une chance pour la filière ?

Pour voir l'émission [cliquer ici](#)

ANIMATEUR :

Philippe Gaudin

INVITÉS :

Vanessa GIRAUD - Directrice d'investissements en charge du Fonds stratégique bois - CDC Entreprise

Max Penneroux – Directeur Général adjoint et directeur technique – Société Forestière

Ludovic Guinard – Directeur du pôle économie énergie et prospective – FCBA

Elodie Roulier - Chargée de mission Forêt-bois - Parc Pyrénées ariégeoises (09)

Animateur

Bonjour. Bienvenue sur SolutionsDurables.tv. Alors un chiffre pour commencer cette émission : 30% de notre territoire est recouvert de forêts. C'est le deuxième plus grand stock forestier en Europe, un potentiel formidable évidemment, mais dont l'exploitation n'est pas toujours optimale. Exemple : avec le bois de construction : en 2010, plus de 9000 maisons neuves en bois ont été construites, c'est presque le double d'il y a 10 ans et voilà le problème, c'est qu'elles ont souvent été faites avec du bois importé et très souvent transformé à l'étranger.

Alors comment expliquer ce décalage ? Est-ce qu'il faut réorganiser notre filière bois pour la rendre un peu plus compétitive ? Comment faire correspondre les besoins de la construction avec nos capacités de production ? Voilà pas mal de questions.

On va essayer de les éclaircir avec nos invités : d'abord Ludovic GUINARD, bonjour. Vous êtes Directeur Economie et Prospective au FCBA, c'est l'institut technologique de la filière bois, on peut le dire comme ça ?

Ludovic GUINARD : Tout à fait, ainsi que d'un certain nombre de secteurs, la construction et l'ameublement dans lequel il n'y a pas seulement le bois et c'est tout l'intérêt, on en parlera, c'est le bois associé avec d'autres matériaux, c'est aussi l'avenir.

Philippe GAUDIN : Ca, c'est déjà l'avenir, vous anticipez déjà, c'est formidable ! Merci d'être là...

Bonjour Vanessa GIRAUD. Vous êtes directrice d'Investissements Fonds Bois à CDC Entreprise, merci d'être là. Max PENNEROUX, vous êtes directeur général adjoint à la Société Forestière et puis, Elodie ROULIER, vous êtes chargée de mission aux forêts au Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises.

Merci à vous tous d'être là et pour commencer, je vous propose qu'on passe en revue quelques chiffres pour présenter la filière bois. Ces chiffres, regardez : on va commencer par le chiffre d'affaires de la filière bois qui est quand même



intéressant : 40 milliards d'euros, c'est plus que la filière automobile. La filière bois, c'est aussi des emplois : 425 000 emplois. Enfin, la forêt, en France, elle appartient à des propriétaires : 80% de propriétaires privés, ça représente 3 millions et demi de personnes. Alors, avec ces quelques chiffres, vous l'aurez compris, la forêt française est grande, elle est plutôt morcelée, mais c'est quand même un potentiel d'avenir, et c'est une petite pointe d'espoir pour nous, Vanessa GIRAUD ?

Vanessa GIRAUD : Oui, tout à fait ! Alors, au Fonds Bois, nous il faut peut-être juste rappeler notre métier. Nous accompagnons donc des PME françaises en capital pour qu'elles puissent accélérer leur développement.

Philippe GAUDIN : ça veut dire qu'il y a matière à investir, ça veut dire qu'il y a du potentiel ?

Vanessa GIRAUD : Il y a du potentiel et en l'occurrence notre secteur, au Fonds Bois, qui est la première et la deuxième transformation industrielle du bois, nécessite de très lourds investissements, donc notre rôle à nous, ça va être en fait d'accompagner l'entrepreneur à la fois en fonds propres donc apporter de l'argent et également en terme de suivi puisqu'on va suivre l'entreprise sur 5 , 6, 7 ans pour qu'elle réussisse son plan.

Philippe GAUDIN : Donc ça vaut le coup, vous l'aurez compris, si on investit, c'est qu'il y a du potentiel. C'est que ça mérite aussi qu'on comprenne un peu mieux cette filière bois pour pouvoir en discuter et c'est ce qu'on va faire durant cette émission. Pour commencer, je vous propose, eh bien, qu'on aille du côté de la forêt de Fréteval, une forêt que vous connaissez bien Max PENNEROUX puisque c'est la Société Forestière qui en assure la gestion. Il s'agit donc d'une forêt qui est à côté de Châteaudun. Pourquoi est-ce qu'on est allé dans cette forêt, eh bien parce qu'on y trouve 800 hectares de Douglas. Le Douglas, c'est l'essence la plus recherchée en ce moment pour la construction de bois encore faut-il pouvoir répondre à la demande rapidement et en ayant les moyens de production adaptés, c'est un peu trop rare en France à l'heure actuelle sauf qu'à Fréteval, eh bien justement, on montre l'exemple. Regardez !



Reportage*Voix off*

Oublié, le bûcheron. Dans la forêt, c'est l'abatteuse qui fait la loi. Le travail de 10 bûcherons. Il suffit d'une minute pour couper, ébrancher et débiter un arbre et d'une journée pour en couper 300 mètres cube. Pour la gestionnaire de ce massif du Loir-et-Cher, une nécessité : suivre la demande.

Claire BENOIST (Chef Adjointe d'Agence – Société Forestière) : Maintenant, la mécanisation est un passage obligé pour répondre et être très réactif par rapport à tous les chantiers, être réactif par rapport à l'industrie.

Voix off

Et l'industrie, ce qu'elle recherche aujourd'hui, c'est le Douglas. Un arbre résistant, à la croissance rapide. Sur l'exploitation, 4 000 mètres cube abattus en 2 semaines et un seul acheteur. 90% du Douglas acheté par Nicolas AUDINET est destiné à la construction bois, une essence convoitée.

Journaliste: Pour un acheteur comme vous, c'est la chasse au Douglas ?

Nicolas AUDINET (Acheteur – Société Piveteau) : Un peu, oui ! On essaie de trouver du beau Douglas, pas forcément énorme mais de belle qualité, avec cette couleur bien rouge qui fait que le bois est durable, qu'il a une bonne durabilité.

Voix off

Des qualités précieuses qui se travaillent dès la plantation. Sur cette parcelle, 20 000 Douglas vont être plantés en moins de 12 jours. Racines développées, raccourcies pour mieux accrocher le sol, les arbustes regroupés par bottes de 50 sont plantés à la main en raison de sols trop gras. Issus de sélections de pépiniéristes, ils présentent déjà un tronc rectiligne. A ces techniques ancestrales, s'ajoute aujourd'hui la régénération naturelle. 5 000 semis à l'hectare du Douglas, du pin maritime à partir des bois mort laissés il y a 2 ans par la coupe de la parcelle, une technique prometteuse testée sur 12 hectares pour l'instant.

Claire BENOIST (Chef Adjointe d'Agence) : On continuera à utiliser les 2 méthodes, d'une part à la fois, on sait que ces plans sont adaptés mais ils pourraient ne pas l'être donc dans des stations plus délicates avec des sols plus séchant ou des sols plus délicats à travailler donc à ce moment-là, on passera par une régénération artificielle, c'est-à-dire par une plantation.

Voix off

Plantations et régénérations naturelles : deux manières complémentaires pour répondre aux besoins de la filière en 2 050.



Retour Plateau

Philippe GAUDIN : Alors Max PENNEROUX, vous gérez cette forêt. Le Douglas, c'est une véritable mine d'or. Pourquoi s'intéresse-t-on autant à ce résineux ?

Max PENNEROUX : Le choix de départ a été fait dans les années 65 ; donc c'était sous la pression du ministre de l'agriculture Edgard PISANI qui avait constaté que le bois était le deuxième poste déficitaire de la balance commerciale de France après le pétrole. Aujourd'hui, en 2011, on est à peu près dans la même situation et nous avons à l'époque rejoint les deux ailes du FCBA pour voir quelle était l'essence qui, économiquement, était porteuse de biomasse, de volume de façon importante, et ce résineux avait notamment une qualité essentielle, c'est que jusqu'à un certain stade de croissance, les qualités technologiques n'étaient pas altérées, contrairement à d'autres essences telles que l'épicéa ; et donc nous avons fait les premiers, en tant que pionniers, le pari de reconstituer des forêts qui étaient des forêts de pins sylvestre pour Goudinière, à très faible productivité. Je rappellerai que le Douglas est maintenant la troisième essence de production résineuse en France pour ces qualités-là et pour produire du bois qu'on appelle du bois de construction ; ça a été un pari gagnant.

Philippe GAUDIN : Alors on a planté du Douglas. Ludovic GUINARD, c'est l'avenir de la construction, le Douglas ?

Ludovic GUINARD : Si le Douglas n'était que le seul avenir alors, il y aurait péril parce que le marché peut changer, les technologies peuvent changer, cette essence est aujourd'hui adaptée à un marché : comme d'autres essences, il est faux de dire que le Douglas est la seule solution. L'intérêt de la forêt française, c'est d'avoir su exploiter les caractéristiques techniques du Douglas ainsi que d'autres essences résineuses... Mais c'est demain aussi exploiter les caractéristiques techniques du feuillu, donc c'est un axe, c'est une chance, il faut continuer sur ces axes-là. Je rajouterai quand même l'autre intérêt du Douglas, c'est comme l'a évoqué Max PENNEROUX, c'est que ça a été planté sur des zones exploitées, c'est-à-dire que le propriétaire était en lien direct avec celui qui allait utiliser la ressource. Une grande partie de la ressource française, on a du mal à aller la chercher, on a du mal à la faire sortir, donc l'intérêt du Douglas, c'était ça : une très grande proximité avec le marché.

Philippe GAUDIN : Elodie ROULIER, on importe près de 3 millions de mètres cube de résineux en France. Est-ce que c'est parce qu'on manque de Douglas finalement et qu'il faudrait en compter 10 fois plus, 20 fois plus, 30 fois plus... Que sais-je ?

Elodie ROULIER : Chez nous, dans les Pyrénées ariégeoises par exemple, on n'a pas de Douglas. On en a très peu.

Philippe GAUDIN : Et vous survivez..?

Elodie ROULIER : ..et on survit, c'est-à-dire que qu'on a du sapin pectiné, par exemple, qui est naturellement présent dans les forêts de montagne. C'est vrai que le sapin pectiné souffre aujourd'hui de la mode du Douglas alors qu'il a des qualités



mécaniques à peu près équivalentes à celles du Douglas. Il ne devrait pas y avoir une telle distorsion entre le sapin pectiné et le Douglas. Le problème aussi qui est posé par ce genre d'exploitations qu'on a vues sur le Douglas, c'est que c'est un type de culture qui demande beaucoup d'investissements de la part du propriétaire. Dans le cadre de la Caisse des Dépôts, c'est quelque chose qui se finance, mais c'est vrai que dans nos forêts, il y a beaucoup de très petits propriétaires privés qui n'ont pas les moyens financiers de gérer leurs forêts de cette façon-là ; mais il existe d'autres façons de gérer la forêt qui nécessitent moins d'investissements et c'est ce que nous essayons d'encourager sur notre territoire.

Philippe GAUDIN : Alors, on a du résineux, on a misé sur du Douglas et on importe ; on va reprendre quand même ce chiffre : 3 millions de mètres cube. Ludovic GUINARD, pourquoi est-ce qu'on importe autant de résineux ?

Ludovic GUINARD : Parce que l'offre de transformation française, en terme de qualité, de prix, de flux, de système de traçabilité, est insuffisante à couvrir le marché. On a un certain nombre de pins du nord ou des résineux provenant d'Allemagne qui sont aujourd'hui, parce qu'ils sont séchés, parce qu'ils sont coupés, qui répondent à un marché pour lequel la France n'est pas suffisante forte pour le présenter. On a des réponses françaises, on le voit bien, mais ça n'est que 3 millions importés.

Philippe GAUDIN : ça veut dire, excusez-moi Vanessa GIRAUD, qu'il faut qu'on fasse de nos forêts des grosses industries qui vont fournir du Douglas, du résineux ?

Vanessa GIRAUD : Alors, on travaille exactement dans ce sens c'est-à-dire que nous on est là pour aider par exemple les scieurs, si on parle juste de la première transformation ici, à justement produire ces planches et à ne plus importe. Peut-être juste une précision : sur les 6,5 milliards de déficit de la filière en 2010, on va avoir, grosso modo, 1 milliard lié à la première et la deuxième transformation ; donc j'inclus à la fois les scieries, les panneaux, j'inclus le bois de construction : le reste étant quand même lié à d'autres secteurs, notamment ceux qui sont moins centrés sur la valeur bois. Je parle notamment de la pâte et du papier, voire du meuble ; donc nous, en fait, notre objectif, c'est ce milliard sur les 6,5 milliards : comment faire et comment accompagner les acteurs pour diminuer ce déficit et faire que l'aval achète le bois français transformé.

Philippe GAUDIN : Max PENNEROUX, on fait de nos forêts des grosses usines, c'est l'avenir ? Pas très réjouissant !

Max PENNEROUX : On a une vue très, très globale de la chose, à la Société Forestière parce que le bois est un besoin international français, mais également la planète aura besoin d'utiliser du bois parce qu'il vaut mieux utiliser du bois que du pétrole ou les produits dérivés l'aluminium ou autres... et dans ce contexte-là, au niveau de la gestion durable, de façon très générale, nous pensons qu'il vaut mieux avoir des secteurs de production compétitifs pour sauvegarder des milieux naturels qui, à travers le monde, méritent peut-être une attention supérieure.

Philippe GAUDIN : Vous me dites qu'on peut industrialiser mais préserver quand même l'environnement ?



Max PENNEROUX : Néanmoins, sur les parties locales, je pense qu'il est indispensable d'être très attentifs au maintien du milieu en ayant, à titre indicatif, des bouquets d'arbres de vieillissement, en structurant les résineux avec des allées plantées en feuillus etc... donc on est très attentifs à un équilibre qui arrive à associer d'une part l'environnement et d'autre part une production que vous appelez industrielle.

Philippe GAUDIN : Le mot fâche ! Vous avez dit feuillus : je me permets juste, parce qu'on va justement en venir aux feuillus et qu'on va regarder cette carte. Cette carte, elle nous montre l'équilibre en France entre les feuillus et les résineux, et là, c'est quand même assez frappant : en vert clair, vous avez les résineux et les 2/3 de la forêt française serait du feuillu. C'est une grande, grande partie de la France. Ça veut dire que ce feuillu, on en fait quoi ? On en fait rien ? C'est de l'argent perdu, Vanessa GIRAUD ?

Vanessa GIRAUD : Non c'est pas de l'argent perdu. Ce n'est pas de l'argent perdu. Notre expérience - donc le Fonds Bois a deux ans - c'est qu'on trouve effectivement des projets très intéressants dans le résineux. On a plus de mal à trouver des projets dans le feuillu.

Philippe GAUDIN : Le feuillu, c'est le chêne, le hêtre... On le rappelle.

Vanessa GIRAUD : C'est du chêne, du hêtre... Alors après, c'est très différent ! Le chêne est relativement différent du hêtre mais globalement, on est sur une essence où, soit les marchés ont disparu, soit les marchés sont en décroissance, donc malheureusement, c'est peut-être quelque chose qu'on entend partout, mais il est vrai que notamment nos beaux chênes partent à l'export pour être transformés en dehors du territoire national. Ça, on ne peut pas se le cacher. Si je résume juste en une phrase, c'est par rapport à cette ressource bois, dont on nous dit qu'elle est tellement importante, se demander comment on la valorise au mieux, c'est-à-dire que si j'achète un mètre cube de bois, comment je vais valoriser au mieux ce mètre cube que ce soit du feuillu ou que ce soit du résineux.

Philippe GAUDIN : Mais on a quand même un gros déséquilibre, Ludovic GUINARD ? On se bat pour faire du Douglas, pour faire du résineux alors qu'on a plus de feuillu.

Ludovic GUINARD : Je crois justement qu'il ne faut pas être caricatural !

Philippe GAUDIN : Ca fait quand même deux tiers, un tiers...

Ludovic GUINARD : Non attendez ! Il y a en surface 2/3 effectivement de feuillu et 1/3 de résineux et en fait, en production de sciage, effectivement c'est l'inverse. On a 1/3 de feuillu, 2/3 de résineux, soit ! Il faut observer maintenant le marché, la valeur ajoutée attachée à chacun de ces produits. Sur le feuillu, on a tendance à avoir une valeur ajoutée plus forte. On est sur des marchés de qualité, sur des marchés attachés à haute valeur ajoutée. Sur le résineux, on a tendance à être vers des systèmes constructifs, vers des assemblages de produits en plus grande quantité, plus grande industrialisation de transformation. Je reviens sur cette idée



d'industrialiser la forêt, ce n'est pas le terme obligatoirement adéquat. Ce dont il s'agit, c'est dans le feuillu, mécanisation, robotisation, accroissement, ajustement de faire sortir, mobilisation : il faut travailler sur la mobilisation du feuillu pour le rendre plus adapté et trouver des marchés. On l'a évoqué, on travaille fortement sur demain. Quel est le nouveau produit à base de feuillu pour préserver et exploiter cette richesse pour la France. Pour le résineux, il s'agit de poursuivre l'axe de développement qu'on a aujourd'hui, industrialiser, c'est-à-dire comme ça a été montré, faire en sorte que lorsqu'on va en forêt, on abaisse les coûts d'exploitation tout en conservant les aspects environnementaux c'est-à-dire là non plus, pas être caricatural. Il ne s'agit pas de « rerésiner » l'ensemble de la forêt française. Pensons bien qu'aujourd'hui on a 25 millions de mètres cube de bois qui s'accroissent et qui sont inexploités chaque année, c'est-à-dire qu'il y a ce qui pousse et ce qu'on récolte : ce qui reste, c'est plus de 25 millions de mètres cube.

Philippe GAUDIN : Le feuillu, Elodie ROULIER, vous y croyez fortement ?

Elodie ROULIER : Oui, c'est obligé ! Je veux dire chez nous, c'est essentiellement du feuillu, majoritairement du hêtre, beaucoup de chênes, des châtaigniers etc... donc on est obligé de penser à cette ressource-là pour le développement local du territoire et il faut bien voir que la situation par rapport aux pays scandinaves, en France, elle est totalement différente. Dans les pays scandinaves, ils ont des taux de boisement de 77 %, admettons ! Nous, on est à 30 %. Ils ont trois essences, ils ont 90 % de résineux : nous, on n'est pas dans cette situation-là, donc je pense qu'il ne faut pas essayer de courir après le modèle scandinave parce qu'on n'arrivera jamais à mettre autant de volume qu'eux en résineux sur le marché. Par contre, on a une richesse incroyable en France : c'est une richesse en feuillus. On a énormément d'essences de feuillus différentes avec chacune des qualités spécifiques. Nous, on a beaucoup de frênes, par exemple. Le frêne est une très bonne essence pour la menuiserie. Le hêtre a été délaissé dans l'industrie de l'ameublement. Finalement, c'est plus une histoire de mode qu'une histoire de qualité du hêtre, c'est-à-dire qu'Ikea, ils ont du bouleau. Ils font des meubles avec leurs bouleaux alors qu'au départ, le bouleau n'est quand même pas une essence qu'on considère d'un grand intérêt dans l'industrie du bois. Pourtant eux, ils ont trouvé comment on fait pour valoriser le bouleau. Nous, on a du hêtre, du châtaignier, du chêne. Voilà : trouvons comment valoriser nos feuillus !

Philippe GAUDIN : Merci. Alors, en attendant qu'on exploite vraiment ce feuillu dont on parlait, on se débrouille avec le résineux qu'on a. Certes, on en manque mais ce n'est peut-être pas le seul problème. La filière semble aussi souffrir d'insuffisance dans ses capacités à transformer le bois, on en parlait à l'instant. Nous sommes donc allés dans une scierie en Bretagne, c'est dans le Morbihan évidemment : l'entreprise JOSSO. Elle était jusque-là spécialisée dans les palettes de bois et elle va se diversifier dans le bois de construction. Pour la société, il faut s'adapter à la demande, répondre aux nouveaux besoins. Seul problème, c'est que ça coûte cher : 10 millions d'euros pour cette entreprise, pas facile quand on est une PME. Eh bien, on est allé voir comment ça se passe.



Reportage**Voix Off**

Des vieilles pierres, un crachin bien connu, des maisons à ossature bois, Bienvenue dans le Morbihan ! Dans ce département, on construit beaucoup en bois : deux fois plus qu'ailleurs. Et dans le Morbihan, du bois, on en a des milliers d'hectares, mais il s'agit d'épicéas de Sitka, un bois qui, chez JOSSO, finit en palettes, une situation qui ne satisfait pas la directrice de l'entreprise.

Claudine Josso (PDG de la scierie Josso) : Nous sommes fragilisés par le mono produit. Je pense que nous diversifier dans le bois-construction nous donnera les moyens d'assurer une meilleure pérennité à l'entreprise et une meilleure rentabilité aussi.

Voix Off

Dans la scierie, le bois-construction, c'est pour demain. Claudine JOSSO s'est lancé dans un pari : alimenter les constructeurs de maisons en bois avec de l'épicéa breton. Première étape : faire certifier sa résistance. Elle vient de recevoir les premiers éléments d'étude. Verdict : l'épicéa peut être utilisé dans l'ensemble de la construction bois.

Claudine Josso : C'est un soulagement, c'est-à-dire qu'on peut utiliser l'épicéa de Sitka dans un volume qui pourra répondre aux demandes des constructeurs aujourd'hui et des constructeurs à un niveau industriel.

Voix Off

Et cette industrialisation, elle passe par un nouvel outil de production. Avec ses collaborateurs, Claudine peaufine les détails d'une ligne de sciage lancée en travaux en 2012 et entièrement dédiée à la construction bois. Dix millions d'euros d'investissement, 6 empruntés : pas simple pour une PME.

Claudine Josso : C'est une prise de risque donc on essaie de maîtriser les risques au maximum. Bien sûr, il y a des inquiétudes derrière, je ne dirais pas une peur fondamentale, sans quoi on ne l'aurait pas fait.

Voix Off

Et pour rentabiliser son investissement, la chef d'entreprise s'est lancée à la recherche de futurs partenaires. Rendez-vous chez un constructeur breton qui fait venir son bois de Suède.

Philippe Mouret : Bonjour.

Voix Off

Claudine va essayer de le convaincre car les transformateurs locaux n'ont pas très bonne réputation dans la construction bois.

Philippe Mouret (PDG d'IC BOIS) : Ce n'est pas qu'ils ont une mauvaise réputation, mais c'est qu'il y a effectivement pas eu d'offres existantes et qu'il y a eu un certain retard en fait à l'intérêt de notre métier de la construction-bois de leur part parce qu'ils étaient sûrement commercialement orientés vers d'autres secteurs de marché.

Voix Off

Convaincre les constructeurs locaux, un autre défi à venir pour JOSSO qui compte réaliser 15% de son chiffre d'affaires sur ce nouveau marché d'ici 3 ans.



Retour Plateau

Philippe GAUDIN : Voilà un bel objectif et on leur souhaite d'y arriver. Vanessa GIRAUD, vous êtes directement concernée parce que, pour la Caisse des Dépôts, vous avez investi dans la société JOSSO un million d'euro si je ne me trompe pas. Pourquoi avoir misé sur cette entreprise, sur son pari ?

Vanessa GIRAUD : JOSSO, c'est un très bel exemple parce que, vous l'avez compris, c'est non seulement une entreprise qui est sur la première transformation, c'est-à-dire qu'elle scie son tronc d'arbre et en même temps, elle le transforme en palettes dans une région où avec les industries agroalimentaires, les marchés sont quand même relativement importants. Pourquoi avoir investi chez JOSSO ? Alors, nous, notre métier, c'est de financer des PME ; donc le premier critère que l'on a, évidemment, c'est qu'il faut avoir un projet, mais il faut surtout que les hommes et les femmes sur lesquels on s'appuie, soient à même de porter ce projet et je pense que Claudine JOSSO est relativement...

Philippe GAUDIN : une femme d'entreprise, de poigne, on l'a compris !

Vanessa GIRAUD : Exactement! Tout à fait! Ensuite, c'est également un bel exemple parce qu'on est intervenu en amont du financement, c'est-à-dire qu'on est intervenu, je dirais quelque chose comme 12 mois avant que l'entreprise ne réussisse à faire son tour de financement avec ses banques et le reste. Et enfin, les maîtrises sont exactes de la moyenne de ce qu'on constate sur le fonds bois : pour un million d'euros investis en fonds propre, derrière 10 millions d'euros d'investissement. Ça veut dire qu'aujourd'hui, au niveau du Fonds bois, on est à mi-parcours. On a dû investir 40 % du fonds.

Philippe GAUDIN : Ce Fonds bois, excusez-moi, rappelez-nous quand il a été mis en place ? Le montant total ?

Vanessa GIRAUD : C'est un fonds qui fait 20 millions d'euro, qui a été lancé en novembre 2009, qui a investi pendant 4 ans des tickets d'investissement donc des parts qui sont entre un et deux millions d'euros ; donc aujourd'hui, pour vous dire avec cinq investissements réalisés, près de 8 millions d'euros investis, on a quelque chose comme de l'ordre de 100 millions d'euros d'investissements dans la filière.

Philippe GAUDIN : Ludovic GUINARD, c'est suffisant, le Fonds bois, pour permettre de réussir cette métamorphose de la filière ?

Ludovic GUINARD : Il faut distinguer là où effectivement réussit le Fonds bois tel qu'il est pris aujourd'hui : c'est sur une industrie, une industrie qui a montré un certain nombre de caractéristiques, un marché qui est couvert, un chef d'entreprise qui est volontaire, qui a compris, qui veut faire grossir son entreprise, qui veut se démener : voilà, les caractéristiques sont là.

Maintenant, si on regarde d'un point de vue macroéconomique la filière, il y a 2 choses à faire, c'est ce que fait JOSSO, c'est ce qu'on appelle de l'intégration



verticale, c'est-à-dire qu'on ne fera plus que du sciage, on fera aujourd'hui des produits semi-finis ou finis à destination directe d'un marché : c'est la première chose qui est faite. La deuxième chose à faire, c'est qu'un certain nombre d'entreprises se reconcentrent, c'est-à-dire qu'ils aient des tailles suffisantes, c'est ce que l'on appelle des entreprises de taille intermédiaire : visons 200, 250 personnes qui permettront de couvrir des marchés, que ce soit dans le feuillu ou dans le résineux ou qu'importe, et ensuite des satellites qui viendront compléter les gammes. Pour faire cela, nous estimons qu'il faut entre 2 et 4 millions d'euros d'investissement de départ pour permettre à ces entreprises de démarrer.

Vanessa GIRAUD : J'aimerais juste réagir, si vous permettez, sur ce qu'a dit Ludovic. Sur le fonds bois, on nous dit trop souvent que vos tickets d'intervention sont trop gros. Nous, en fonds propres, on aurait plus besoin éventuellement de 100, 200 milles euros parce que, du coup, ce sont de petits projets, donc on n'est pas structurant. En tout cas, on n'est pas structurant à l'échelle de ce que doit faire le Fonds Bois ; donc je pense que le chiffre de 2, 3, 4 millions d'euros pour lancer réellement des entreprises, c'est soit l'investissement finalement final qui sera en partie en fonds propres, soit à ce moment-là, on prend des projets depuis la création pour les amener à un certain stade de maturité et là-dessus, je suis tout à fait d'accord avec vous.

Ludovic GUINARD : Je crois effectivement que ce qui a été évoqué, c'est que ce qui a marché dans l'entreprise JOSSO, ce qui était tout à fait intéressant, c'était de venir en amont justement du tour complet et donc là, il y a aussi un apport et un échange entre des financiers avec une entreprise qui permettent véritablement de mûrir le projet et de lui assurer le meilleur avenir.

Philippe GAUDIN : Alors, on le voit, dialogue, soutien financier pour aider à restructurer cette filière bois, on va prendre un peu l'air avec vous Elodie ROULIER. Regardez, on va partir chez vous avec ces quelques photos du Parc Naturel Régional des Pyrénées ariégeoises, ça fait combien d'hectares, Elodie ROULIER ?

Elodie ROULIER : C'est 250 000 hectares.

Philippe GAUDIN : Combien de personnes travaillent sur place ?

Elodie ROULIER : Sur place, je dirais 16 000. Dans la filière bois, il y en a 600, et 42 000 habitants...

Philippe GAUDIN : Alors, c'est assez beau chez vous quand on voit les photos. Il n'y a pas de neige en ce moment, mais c'est assez joli. Dites-nous : ce qui est assez formidable, c'est qu'il y a eu aussi une participation, je veux dire, collective. Tout le monde a mis un peu la main à la pâte pour faire vivre ce parc, pour exploiter au mieux la forêt. Expliquez-nous ! Les collectivités, notamment, ont participé..?

Elodie ROULIER : Oui, pour l'instant, le problème qu'on a par rapport à notre forêt, c'est qu'elle est très peu gérée, donc on a assez peu de bois de bonne qualité pour alimenter les scieries ; justement l'idée, c'est d'inciter les propriétaires à faire de la gestion forestière, qu'ils puissent déjà vendre leur bois de moindre qualité, notamment dans les filières bois énergie. Donc les collectivités ont investi beaucoup



dans des chaudières qui fonctionnent au bois et elles s'alimentent avec du bois qui vient des forêts ariégeoises, et avec derrière, tout un effort pédagogique pour expliquer aux propriétaires qu'il faut qu'ils fassent ces éclaircies pour améliorer petit à petit leur forêt.

Philippe GAUDIN : Et elles chauffent quoi, ces collectivités, parce que c'est assez symbolique ?

Elodie ROULIER : Des bâtiments collectifs : les mairies, les écoles... Il y a même des communes qui ont mis en place des réseaux de chaleur, donc les habitants peuvent se connecter à un réseau de chaleur qui est alimenté au bois.

Philippe GAUDIN : En utilisant du bois dont on ne savait pas quoi faire, finalement.

Elodie ROULIER : Voilà exactement !

Philippe GAUDIN : Vous avez le sentiment que localement, on peut quand même structurer les énergies pour pouvoir sauver un parc, une forêt ?

Elodie ROULIER : Oui, tout à fait ! Par rapport aux scieries notamment, la commande publique est quelque chose d'assez important sur le territoire et effectivement, si une collectivité, dans un projet, se pose la question : pour mes produits bois, de quoi ai-je besoin et est-ce que la scierie locale peut me fournir le bois dont j'ai besoin, elle va peut-être justement définir son marché de façon à ce que la scierie du coin puisse répondre parce que, si on se base sur les critères de la consommation de masse et qu'on se dit qu'on veut pouvoir trouver ce qu'il y a chez le marchand de matériaux du coin, peut-être que la scierie pourra pas répondre. Mais, elle a peut-être des produits qui sont adaptés à un projet, donc la commande publique s'adapte aussi à ce qu'on est capable de produire localement : des circuits courts.

Philippe GAUDIN : Dites-nous, vous qui réfléchissez sur les nouveaux usages du bois, demain qu'est-ce qu'on va pouvoir faire avec du bois ?

Ludovic GUINARD : Alors, l'intérêt du FCBA, c'est justement d'avoir compris cela, parce que nous sommes en fait l'outil technique des industriels ; d'ailleurs, il y a 2 interprofessions, je me permets de le rappeler : France Bois Forêt qui agit sur l'amont jusqu'au sciage et puis vous avez France Bois Industrie Entreprise plutôt pour l'aval, la seconde transformation. Ces 2 acteurs définissent un contrat de performance. Et le travail, c'est quoi ? L'avenir, c'est quoi et justement quel est l'usage prochain de ces produits ? Comment le développer ? On l'a évoqué : toute la part de mobilisation, trouver des essences qui seront adaptées aux changements climatiques parce qu'elles arrivent et il faut y faire attention. Il faut aussi que l'éthique, que la logistique fassent que le bon bois, on sache où il est et à quel moment et qu'il aille dans la bonne entreprise parce que déjà là, on aura une plus forte valeur ajoutée et une capacité à répondre à un marché. Et maintenant, on arrive avec la partie : on fait des entreprises plus performantes vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Philippe GAUDIN : Alors, pour faire quoi ?



Ludovic GUINARD : Et on arrive au marché. Le marché est aujourd'hui pour le bois un potentiel colossal. Vous avez 2 axes : la reconquête et la conquête. La reconquête, c'est par exemple les bois tropicaux qui sont aujourd'hui utilisés dans la menuiserie : faisons en sorte que le feuillu qui peut répondre à ce genre de chose le fasse et, demain peut-être, aille se battre contre les plastiques et les PVC par exemple. Vous avez ensuite la conquête. La conquête, c'est la construction : 10% seulement de maisons individuelles, en tout cas dans la structure, c'est insuffisant. On peut aller plus loin.

Philippe GAUDIN : Donc on construit des maisons en bois ?

Ludovic GUINARD : On va plus haut dans les maisons, on fait du R+2 ; souvent, il faut aller du R+4, du R+6... Il faut que les systèmes de lois qui, aujourd'hui, bloquent l'offre du bois, soient ouverts. La commande publique, elle existe ! Il y a des lois qui permettent justement à la commande publique de favoriser pour des questions...

Philippe GAUDIN : Excusez-moi, mais restons concrets ! On fait des maisons en bois ? On ne fait plus de meubles en bois ?

Ludovic GUINARD : On ne fait plus de meubles en bois. C'est surtout l'agencement à destination des personnes âgées. Vous savez que la dépendance est un sujet de société en France. Il faut s'y préparer : les produits bois d'agencement en France sont tout à fait pertinents pour, demain, proposer des environnements tout à fait adaptés. Vous avez encore, et ça c'est vraiment l'avenir, le « must » si je puis dire, parce que c'est le cliquet plus loin : c'est à la fois ce qu'on appelle la fibre. Demain, avec de la fibre de bois, vous pouvez faire des choses tout aussi solides et tout aussi performantes que le Kévlar. Donc vous voyez, il y a des enjeux, et puis vous avez la chimie : remplaçons toutes les molécules issues du pétrole par de la chimie issue du bois ! Le spectre est colossal, mais il y a besoin pour cela d'investissements, d'une bonne organisation comme on vient de l'évoquer depuis l'amont jusqu'à l'aval et cette coordination est nécessaire. Mais, l'avenir est devant et avec un très fort potentiel !

Philippe GAUDIN : D'accord. Elodie ROULIER, pour quand même finir cette page vers l'avenir, il y a une question, c'est l'environnement. Est-ce qu'on va pouvoir faire tout ça en maintenant l'équilibre des espèces qui vous est cher dans le Parc Naturel Régional ?

Elodie ROULIER : Nous, on défend la mise en place d'une sylviculture qui permet de concilier en fait la production économique et la préservation des paysages et de l'environnement. Les parcs naturels régionaux sont des zones où l'on souhaite avoir du développement économique, mais où on souhaite aussi préserver nos ressources. Et les paysages, c'est une de nos ressources : la biodiversité aussi, donc on prône une sylviculture qui soit une sylviculture d'arbres, c'est-à-dire qu'on rentre dans le peuplement. On regarde quels sont les arbres qui peuvent avoir une valeur économique, on travaille à leur profit et j'oppose cela en fait à une sylviculture de peuplement où on plante, on coupe au bout de 10 ans une ligne sur trois, au bout de 20 ans un arbre sur trois dans la ligne et puis on récolte à 40 - 50 ans. C'est une autre façon de faire qui nécessite plus d'investissements financiers et qui, pour notre territoire, n'est pas adaptée parce qu'on souhaite préserver notre diversité forestière.



Philippe GAUDIN : Donc on fait attention à l'environnement ; et on arrivera à faire tout ça si je résume, c'est un peu ça ?

Elodie ROULIER : Oui.

Philippe GAUDIN : Voilà, « bon élève finalement, et il y a du potentiel, il pourra faire mieux ». Merci à vous de nous avoir éclairés sur cette filière bois. Je crois qu'on a bien compris qu'il y avait des enjeux importants pour l'avenir, pour la chimie verte notamment, qu'il fallait essayer de restructurer cette filière, que c'était en marche, que la Caisse des Dépôts investissait pour cela. Vous avez peut-être aussi des idées pour restructurer cette filière. Vous savez comment ça se passe, vous allez sur notre plateforme d'échanges, vous nous faites vos commentaires, vous nous donnez vos idées et puis à très bientôt sur SolutionsDurables.tv. Merci. Merci à vous !

